

La France, l'Italie et l'Espagne face au resserrement monétaire de la BCE

Article rédigé par *Marc Rousset*, le 02 novembre 2017

source[Boulevard Voltaire]la BCE va tout faire pour ne pas augmenter les taux d'intérêt

La BCE (Banque centrale européenne) ne va plus acheter que trente milliards d'euros d'obligations au lieu de soixante milliards, à partir de janvier 2018. L'institution fera son possible pour ne pas augmenter les taux. Pas d'averse en France dans l'immédiat, mais le déluge est toujours en vue à l'horizon.

Les taux directeurs resteront inchangés, notamment le taux négatif de -0,4 % sur les facilités de dépôt, prix que les banques doivent acquitter pour leurs surplus de liquidités à la BCE, afin de les inciter à prêter à l'économie au lieu de thésauriser.

Pendant les neuf premiers mois de 2018, la BCE prolongera ses achats de titres à un rythme mensuel de trente milliards au lieu de soixante milliards, d'où un ralentissement de création monétaire. Mais il y aura, en fait, bel et bien toujours une augmentation de la masse monétaire car le stock des obligations déjà achetées par la BCE ne sera pas recédé sur le marché.

De plus, les opérations de refinancement à long terme des banques à taux fixe seront maintenues en quantités illimitées aussi longtemps que nécessaire.

Les Allemands, dont le président de la Bundesbank Jens Weidmann, ont exprimé leur réprobation face à ce laxisme monétaire à travers un communiqué de Clemens Fuest, président de l'institut de conjoncture IFO : « *C'est un pas dans la bonne direction et vers le retour à la normale, mais la diminution du QE doit être plus rapide.* »

La BCE est tenue d'acheter des obligations des différents pays européens en fonction de l'importance respective de leur PIB et, donc, de leur participation à son capital. À ce jour, la BCE détient 425 milliards d'obligations allemandes, 350 milliards d'obligations françaises, 300 milliards d'obligations italiennes et 200 milliards d'obligations espagnoles.

Faisant face à des montagnes de dettes, à des incertitudes politiques avec des troubles possibles ainsi que des élections en vue, l'Italie et l'Espagne devraient éprouver des difficultés à trouver des acheteurs pour leurs émissions obligataires lorsque la BCE arrêtera de les acheter généreusement dans les années à venir.

La France et l'Italie ont particulièrement profité du programme d'assouplissement quantitatif démarré en 2015. La BCE a acheté, par exemple, trois fois plus d'obligations italiennes que les émissions nettes en Italie depuis 2015. Cela signifie que la BCE a acheté non seulement toutes les obligations fraîchement émises depuis 2015, mais aussi d'autres obligations appartenant déjà à des investisseurs.

L'Espagne, suite à la déclaration d'indépendance de la Catalogne, va être fragilisée économiquement, budgétairement, pour l'ensemble de ses banques et plus particulièrement pour ses banques catalanes. Quant à

la France, elle suit juste derrière dans la roue l'Espagne et l'Italie, avec sa dette publique de plus de 100 % du PIB et son déficit public qu'elle n'arrive pas à maîtriser, Macron ne prenant pas les mesures structurelles fondamentales nécessaires (réduction du nombre de fonctionnaires, arrêt de l'immigration et expulsion des clandestins, suppression pure et simple du Conseil économique, social et environnemental...).

Dans l'immédiat, la BCE va tout faire pour ne pas augmenter les taux d'intérêt, ce qui est fondamental et rassurant pour la France, mais à moyen terme, la situation est très préoccupante. Il suffit que le système bancaire flanche en Italie ou en Espagne, que la Fed américaine soit amenée bon gré mal gré à relever ses taux pour que les taux d'intérêt remontent plus rapidement que prévu en Europe et dans le monde, pour que la France passe d'une situation de quasi-faillite à la faillite véritable, à la banqueroute.